

Monsieur Christian BAPTISTE

Député de la Guadeloupe (2ème circonscription)
Membre de la Commission des finances,
Co-rapporteur spécial au budget des outre-mer

Et

Monsieur Davy RIMANE

Député de la Guyane (2ème circonscription)
Président sortant de la délégation des outre-mer

À l'attention de :

Monsieur Michel Barnier
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 06 septembre 2024

Objet : Demande de rendez-vous – Pour une représentation digne et ambitieuse des territoires dits d'outre-mer

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous adressons nos félicitations républicaines pour votre nomination à Matignon. Au lendemain de votre prise de fonction, il nous paraît crucial de prendre votre attache, au regard des enjeux que les Outre-mer ont à relever.

En nos qualités de députés, Président sortant de la Délégation aux Outre-mer et rapporteur spécial du budget des Outre-mer, nous souhaitons vous faire part de notre inquiétude grandissante quant à la place qu'occupent nos territoires dans les priorités de l'État, particulièrement dans le cadre de la politique d'austérité et face à l'inflation galopante qui exacerbe déjà une situation économique et sociale tendue. Le mécontentement est palpable, et les attentes à l'égard de votre gouvernement sont immenses.

Depuis 2022, nous avons vu se succéder trois ministres délégués aux Outre-mer, dont les nominations, bien que certainement faites avec les meilleures intentions, ont révélé une incompréhension préoccupante des réalités ultramarines. Il est aujourd'hui clair pour nos concitoyens que les Outre-mer ne peuvent plus être gérés par des personnalités déconnectées des défis spécifiques que nous rencontrons quotidiennement.

Il est temps, Monsieur le Premier ministre, de rompre avec cette approche. Nos territoires réclament un interlocuteur compétent, un ministère des Outre-mer de plein exercice, rattaché directement à l'autorité du Premier ministre, afin de lui octroyer le poids politique et la vision globale nécessaires pour mener à bien les actions qui s'imposent, afin de répondre aux réalités qui diffèrent drastiquement de celles à l'œuvre dans l'Hexagone.

Et pour cause, cette « France de la diversité », au-delà de lui conférer une assise géographique mondiale, se caractérise d'une part par des logiques culturelles et politiques propres, mais également par une précarité accrue, exacerbée par une cherté de la vie. Les récentes mobilisations en Guadeloupe et en Martinique sont un énième signal envoyé par les populations, fragilisées non seulement par les écarts de niveaux de vie avec nos compatriotes hexagonaux, mais également par des inégalités socio- sanitaires spectaculaires.

Sur ces sujets, qui empoisonnent nos territoires depuis des années, nous demandons des actions tangibles. Une concertation a été lancée sur l'octroi de mer à l'été 2023. L'État nous a annoncé travailler sur des scénarios de réforme sur la base des retours des différents territoires et s'est engagé à rendre publics ces éléments. Nous demandons donc la restitution de ces simulations. De même, nous avons obtenu après de multiples relances la publication du rapport de l'inspection générale des finances sur le prix du carburant aux Antilles et en Guyane et nous attendons que votre Gouvernement précise les conséquences qu'il compte en tirer dans l'intérêt de nos concitoyens.

La dépendance économique à l'égard de l'Hexagone et de l'Union européenne est accrue et nos territoires pâtissent de l'enclavement, de l'isolement ou de l'insularité. Dans le même temps, la promesse de continuité territoriale des Hommes et des marchandises peine à se matérialiser alors même qu'elle est indispensable pour la santé, l'éducation, la culture, le sport et le développement économique de nos territoires.

Le prochain Gouvernement, par le biais de son ministre des Outre-mer, devra avoir le souci constant de l'intérêt supérieur des Outre-mer ainsi qu'une connaissance notoire, et une légitimité face aux enjeux ultramarins. Le ministère des Outre-mer ne doit plus être considéré comme une variable d'ajustement des équilibres politiques ou paritaires au sein du gouvernement, comme nous l'avons vécu ces dernières années.

Dans un premier temps, il nous paraît impératif d'assurer la reconstruction et le rééquilibrage économique de la Nouvelle-Calédonie Kanaky et d'y déployer une politique qui permettra d'éviter de nouveaux affrontements et de pacifier la bipolarisation entre les indépendantistes et les non-indépendantistes. Au-delà de cette première urgence, la situation économique, sociale, sanitaire, éducative nous oblige à évaluer avec sérieux la décision, la mise en œuvre, le financement et la continuité des politiques publiques menées Outre-mer. Telle devra être la mission du prochain ministre.

Depuis plusieurs années, nous déplorons une politique Outre-mer par à-coups : entre Assises, consultations populaires et États généraux, elle s'est principalement matérialisée par la multiplication de mesures ponctuelles et par des plans d'urgence élaborés au gré des crises. Un tel mode de gouvernance ne permet pas d'adresser les problèmes structurels et historiques des territoires ultramarins.

Enfin, comme rappelé à titre liminaire, la politique d'austérité à venir nous préoccupe fortement. Le gouvernement démissionnaire a prévu une réduction a minima de 35% des moyens du programme 123 "Conditions de vie outre-mer" et envisage une réduction des exonérations de cotisations sociales incompatible avec la situation de l'emploi sur nos territoires. La situation budgétaire nationale ne doit pas conduire à délaisser encore davantage les Outre-mer, mais au contraire à chercher à tirer les conséquences des expériences précédentes.

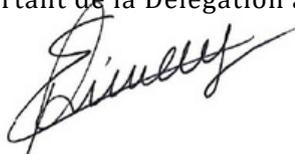
Pour ce faire, nous sollicitons avec gravité, Monsieur le Premier ministre, un entretien avec l'ensemble des Parlementaires d'Outre-mer du Nouveau Front Populaire avant la formation définitive du prochain Gouvernement. Les parlementaires Ultramarins, plus que les autres, disposent d'une liberté de ton, de vote, de pensée par rapport aux partis politiques nationaux, qu'ils n'hésiteront pas à utiliser dans l'intérêt des Ultramarins.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Davy RIMANE

Député de Guyane

Président sortant de la Délégation aux Outre-mer



Christian BAPTISTE

Député de Guadeloupe

Rapporteur spécial en charge du budget outre-mer

